

Combattre Conquérir VAINCRE

lib

La presse, quelle que soit son obédience, rend parfaitement compte de la grisaille qui enveloppe la période présente. Et il ne s'agit pas de conditions atmosphériques : Le nouvel an, succédant à un Noël plus pâle que jamais, n'a guère donné lieu qu'à de ternes souhaits, formulés sans conviction. Il a été question, une fois de plus, de « paix », de « bien-

SOUHAITS

être » et de « liberté » ; la justice sociale, l'union des hommes de bonne volonté a été, à nouveau, évoquée ; mais avec quel manque de chaleur, quelle absence de foi réelle, quel lamentable ton d'auto-suggestion ! En somme, tant est grand le désarroi général, le 1^{er} janvier n'a été qu'un jour comme tous les autres, la constatation

ET RÉALITÉS

unanime d'une impuissance. Et cela se comprend :

Aux prises avec mille difficultés, les travailleurs de ce pays ne pouvaient, par miracle, se livrer à une vaine euphorie. Les heures supplémentaires, les cadences infernales, les prix insupportables, les logements insuffisants, les impôts de plus en plus lourds, autant de réalités qui ne

DE L'AN NEUF

se laissent pas égarer, serait-ce pour un jour. Bien que peu attentifs à l'évolution de la situation diplomatique, nombreux sont ceux qui sentent les dangers se faire menaçants. Bien qu'ignorants des détours bureaucratiques, les atteintes à la sécurité sociale, au droit de grève, ne laissent pas les travailleurs tout à fait indifférents. Les préoccupations donc ne pouvaient manquer à quiconque, d'où la grisaille de cette fin d'année.

L'An neuf, en somme, n'apporte rien de nouveau. Nos libertés, notre niveau de vie, la paix, sont toujours en péril. Le combat, aussi dur et exaltant que le 1^{er} janvier que le 31 décembre, se poursuit.

Combattre reste toujours nécessaire. Combattre, conquérir et vaincre.

TERREUR EN ALGÉRIE

Les exploits des S.S. français

JAMAIS on ne fera assez de lumière sur les infamies perpétrées dans les pays colonisés. Jamais les travailleurs français ne seront assez informés des horreurs qui se ré-

pètent quotidiennement dans les geôles coloniales. Il faut que la vérité soit connue par les masses laborieuses de France car il est grand temps qu'une solidarité agissante se fasse enfin jour avec force dans la Métropole. Et pour cela, les entrefilets de la presse quotidienne, quelle que soit son obédience, ne sont que de peu d'utilité. C'est pourquoi, poursuivant notre campagne anticolonialiste, nous soumettons aujourd'hui à nos lecteurs, un nouveau témoignage, extrêmement significatif, sur les atrocités coloniales. Nous sommes persuadés que le combat social anticolonialiste, anticapitaliste, antimpérialiste, anticolonialiste et révolutionnaire ne peut que s'en trouver fortifié.

Il s'agit d'un extrait de la plainte de Khiter Mohamed, qui resta dix-sept jours enfermé et torturé avant de pas-

DE QUOI JE ME MÊLE...

DIJON, 23 décembre. — Cet après-midi, vers 16 heures, sur le parvis de la cathédrale Sainte-Bénigne, à Dijon, plusieurs centaines d'enfants se sont réunis à la sortie d'un grand jeu, et ont brûlé solennellement un authentique Père Noël drapé dans sa houppelande rouge.

Dans un communiqué remis à la presse locale, les responsables des patronages catholiques déclarent notamment :

« Deux cent cinquante enfants unis à tous les foyers chrétiens de la paroisse, désireux de lutter contre le mensonge et la fabulation trompeuse du Père Noël ont admiré ce grand personnage fait de main d'hommes suspendu à la grille.

« Puis, dans l'émotion et la certitude de la vérité, on a brûlé ce Père Noël. Il ne s'agissait pas d'une attraction sportive ni commerciale, mais bien de crier haut et fort que le mensonge ne peut éveiller le sentiment religieux chez l'enfant et n'est en aucune façon une méthode d'éducation à la vie ! »

Ce geste spectaculaire et inattendu a causé une profonde émotion dans la ville, où de nombreuses familles l'ont trouvé excessif. Elles demandent, en effet, à rester seules juges du merveilleux qu'elles entendent donner à leurs enfants.

L'inquisition reviendrait-elle ? La « curaille » reprend du poil de la bête ! Pas assez satisfaite d'abrutir l'esprit des enfants avec ses méthodes antiscientifiques d'éducation, elle s'en prend désormais au rite païen du Père Noël. Parce que cela défrise les « corbeaux » de voir le profane empier sur la religion. Et quand on entend ces affreux « canaques » déclarer que « le mensonge ne peut éveiller le sentiment religieux chez l'enfant et n'est

GILBERT.

(Suite page 4, col. 2)

ZINOPOULOS.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-septième année. — N° 296
VENDREDI 4 JANVIER 1952
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

ÉCHEC FASCISTE chez Renault

LES travailleurs de chez Renault, en présence d'une provocation caractérisée tentée par les voyous du « Rassemblement », ont réagi comme il se devait : réalisant spontanément l'unité d'action, ils ont su faire front efficacement aux agents de la Réaction qui tentaient d'introduire le poison fasciste dans l'usine. Les camarades de la Fédération Anarchiste, au coude à coude avec les travailleurs d'appartenance diverses, n'ont nullement, on s'en doute, été les derniers à entrer dans la bagarre. Car c'est bien une bagarre, extrêmement violente, qui s'est produite place Nationale, devant chez Renault, et cela à deux reprises :

Le samedi 22 décembre, entre 12 et 13 heures, se produisit la première offensive des provocateurs. Protégés par quatre policiers en armes, un vendeur du « Rassemblement », faisait grand bruit sur la place Nationale. Outre par tant d'arrogance, alliée à un tel manque de dignité, les travailleurs qui sortaient à ce moment-là de l'usine, se mirent en devoir de faire comprendre aux cinq sbires qu'ils étaient indésirables, devant l'ob-

Suite page 2

IL Y A UN scandale du pain

NOUS l'avons signalé dès le 14 décembre : Une escroquerie sur le pain est en cours de réalisation ; un mélange de pain de son et de poudre de lait va être mis en circulation au double profit du gouvernement et des compagnies laitières ; une augmentation notable du prix du pain, une diminution de sa qualité doivent s'ensuivre ! Or cette discrète opération, rondement menée, vient de donner ses premiers « résultats » :

A l'insu du public on vend depuis quelques jours du « pain à la poudre de lait écrémé », dans trois boulangeries du département de la Seine ! Le patron d'une de ces boulangeries-témoins, M. Lecorier, dont la boutique est située 24, rue Saint-Dominique, à Paris, a confirmé, dans les colonnes d'un quotidien bourgeois « que l'expérience » se poursuivait. « J'ai goûté ce pain » a-t-il déclaré, « et je le trouve excellent ! » Le patron Lecorier, on le voit, a le sens des affaires mais il aurait été imprudent de se contenter de son seul avis et, en fait, d'autres témoignages, émanant « d'hommes du métier », se révèlent parfaitement en contradiction avec celui du zélateur du « pain lacté ».

En vérité, le pain « à la poudre de lait écrémé » aura un goût sucré. Plus difficile à travailler, il risque aussi de fermenter plus facilement et l'augmentation « inévitable » du prix de revient entraînera une hausse pour le consommateur ! Et c'est le syndicat parisien de la boulangerie qui le déclare !

Ainsi, le fond de la combinaison apparaît clairement et les faits viennent confirmer les conclusions de notre précédent article : il s'agit d'une affaire de « gros sous » destinée à permettre des « économies » au gouvernement sur le plan alimentaire et, en même temps, à réaliser l'écoulement de la production d'une usine de fabrication de poudre de lait équipée par le fonds d'investissement, c'est-à-dire financée par l'argent des impôts !

Nous paierons le pain plus cher ; il sera plus mauvais ; le prix du lait frais se maintiendra ; l'industrie de la poudre de lait sera renflouée. Commerçants, politiciens et financiers auront réalisé une bonne affaire !

Et tant pis pour le lampiste, il fera des heures supplémentaires...

Charles DEVANÇON.

PETITE PROMENADE DANS LES CASERNES

L n'est pas facile de lire le « Lib. » à la caserne ! Ce n'est d'ailleurs pas sans danger... Alors, on achète le « Figaro », on enveloppe le « Lib. » au milieu du journal autorisé. On se recon-

forte en lisant le journal de la F.A. (excellent antipoisson). Je vous laisse à deviner ce que l'on fait ensuite du « Figaro bien-pensant-paravent ». Quant au « Lib. », on le repasse aux petits copains...

La caserne... Ce mot donne la nausée... La caserne : vie de bête, de moutons parqués que l'on tond à volonté et que l'on engueule toute la journée.

Un grand bâtiment qui resserre ses murs sur des jeunes soumis à la libre volonté de bergers portant sur la manche des ficelles dorées ou rouges... Des bergers qui ne révent pour les moutons que corvées et prison.

« Taillables et corvéables à merci ! »

Jusqu'au sang qu'on prend aux

(à l'usage
de ceux
qui désespèrent
des hommes)

moutons : 350 grammes pour les soldats d'Indochine. Chantage hindou au sang, on remet ça, une belle carte de volontaire : Un volontariat obligatoire !

La caserne... Ecole du crime, a-t-on dit :

« Qu'est-ce qu'un fusil ? »

« Un fusil est une arme à tuer », répond le chœur.

« Qu'est-ce qu'un soldat ? »

« Un soldat est l'outil qui manie le fusil ! » répond le chœur.

« Et comment fait-on pour sortir les yeux d'un ennemi désarmé ? »

« On enfonce ses pouces dans les orbites et on tire d'un coup sec vers l'avant », répond le chœur.

CHEZ RENAULT

« En 20 minutes, 50 agents blessés, 7 cars de police endommagés, 3 motos incendiées, le « Rassemblement » éjecté... »



« VIVE LE RASSEMBLEMENT ! »

AUX U.S.A.

NOUVEAUX CRIMES RACISTES

DELAISSANT, pour une fois, le crime légal type « électrocution de Mac Gee », les racistes américains en viennent à l'assassinat pur et simple :

M. Harry Moore, secrétaire pour la Floride de l'association pour le progrès des gens de couleur, a été tué hier mercredi, à Miami, par l'explosion d'une bombe qui avait été placée dans la cave de sa maison. Sa femme, une institutrice, a été légèrement blessée.

Depuis juin dernier, dix attentats à la dynamite ont eu lieu en Floride contre des juifs, des catholiques et des noirs. La plupart de ces incidents se sont produits dans la région de Miami.

Ces faits, signalés par toutes les agences de presse, sont irrécusables. Que pourrait dire, cette fois, les fidèles du « paradis américain » ? Invoqueront-ils, comme l'a fait « Preuves », à propos de l'explosion de Mac Gee, les médailles de « bonne conduite » décernées à quelques « bons noirs », au pays du dollar ?

L'Archevêque de Valence s'attaque aux travailleurs espagnols

Le sabre et le goupillon font toujours bon ménage en Espagne, comme ailleurs. Et toutes les déclarations de « l'ordre vaticane » ne parviendront pas à faire illusion sur l'étroite collaboration qui unit encore le clergé espagnol et le fascisme franquiste. Une nouvelle confirmation de la haine du peuple qui anime la hiérarchie cléricale vient d'avoir lieu :

A l'occasion de Noël, un dignitaire catholique, l'évêque de Valence, a prononcé une allocution significative au plus haut point, qu'il nous appartient de soumettre à tous les amis du peuple espagnol, à tous les travailleurs solidaires de l'Espagne libertaire et antifasciste, martyrisée par l'immense Franco :

L'archevêque de Valence a d'abord déclaré que les « ouvriers espagnols désiraient un changement de gouvernement, mais qu'ils ne savaient pas quelle sorte de changement » ! Voilà quelle sorte de banal, n'est-ce pas, lorsqu'il s'agit d'une classe ouvrière qui a prouvé au monde son amour de la liberté, son courage, sa haine de l'oppression !

Mais poursuivons : l'archevêque de Valence a également révélé « que la classe ouvrière espagnole ne craignait pas l'Eglise mais l'armée » ! Ce qui revient à avouer que l'Eglise ne se maintient que grâce à l'armée, non ?

« Les ouvriers espagnols », de plus, si l'on en croit l'archevêque, « considèrent leurs salaires comme des salaires de famine, qui leur sont imposés

par les classes aisées. » Erreur tragique, en vérité !

Enfin, joignant le comique à l'odieux, l'archevêque ajoute : « Nos ouvriers sont amoureux sur le plan sexuel. Les célibataires ne désirent pas se marier et les hommes déjà mariés considèrent leurs femmes comme un objet de plaisir sexuel et essaient de ne pas avoir d'enfants... Hélas, trois fois hélas ! Car l'archevêque, lui, est moral, cela va de soi !

L'archevêque a oublié de signaler que les travailleurs espagnols n'avaient pas la mémoire courte. Gageons qu'ils sont nombreux à ne pas oublier l'archevêque de Valence, support de Franco et de la stupidité, dans leurs prières.

CHEZ LES AUTRES

CONCURRENCE DELOYALE

TOUTE LA PRESSE a reproduit des extraits de la dernière « lettre aux fidèles » du cardinal Salgado, archevêque de Toulouse :

« Ne parlez pas du Père Noël, pour la bonne raison qu'il n'existe pas et qu'il n'a jamais existé. Ne parlez pas du Père Noël, car le Père Noël est une invention dont se servent les habiles pour enlever tout caractère religieux à la fête de Noël.

Le cardinal reprenait à son compte la déclaration de son patron, le Pape. Lequel, représentant de Dieu sur terre, est bien placé pour parler des personnes qui n'existent pas.

Ah ! parlez-nous des visions de Fatima de M. Paccelli. C'est ça qui n'est pas « une invention dont se servent les habiles ».

Il sera beaucoup pardonné à tous ces farceurs...

« FRANC-TIREUR » DEMASQUE

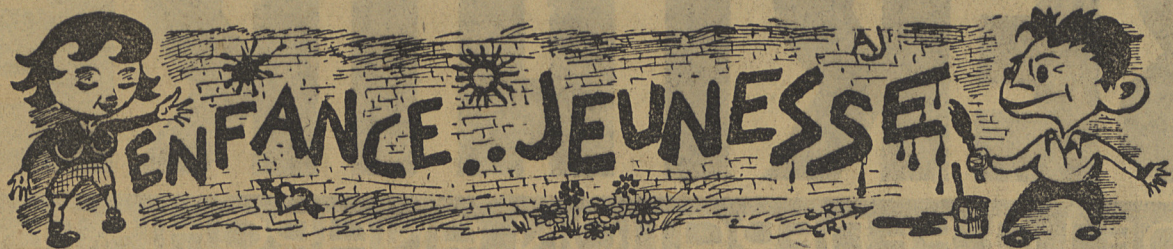
Dans FRANC-TIREUR, cet écho : M. Frank Sanderson, instituteur à Londres, a organisé un service de « maisons de retraite » pour les vétérans devenus trop âgés pour servir. « J'ai toujours pensé avec peine, a déclaré M. Sanderson, à la tragédie des vétérans qui, devenus trop vieux pour briller sur les cyndromes, sont souvent délaissés par leurs propriétaires. Aussi je m'efforce de trouver un nouveau foyer pour ces malheureux retraités et je les habille à la vie domestique qu'ils mèneront par la suite. » Jusqu'à présent, le charitable instituteur a placé plus de 600 vétérans chez des familles, dans toute l'Angleterre.

Après ça, les vieux travailleurs ne pourront plus dire qu'ils mènent une vie de chien.

Que ne courent-ils plus vite ce brave cœur d'Anglais se serait peut-être intéressé à leur sort.

Toujours dans FRANC-TIREUR : Selon la Pravda, organe du parti communiste russe, l'institut de recherches de machines domestiques est une pétaudière de tous les diables. Son directeur, ses 33 techniciens et ses 18 employés ont dépensé 35.000 roubles (plus de trois millions de francs) R. CAVAN.

(Suite page 2, col. 3.)



Le cinéaste et les pantins

Information : A Mexico, une « cour martiale », composée de trois gamins (quatre, cinq, huit ans), a jugé une petite fille de douze ans et l'a condamnée à mort. L'enfant a été exécutée d'un coup de fusil en plein crâne. Tout cela pour « jouer à la guerre », selon les garçonnets. C'est tout.

L'hebdomadaire duquel nous extrayons cette nouvelle brève fait précéder celle-ci de la phrase suivante : « A ceux qui ont trouvé « Les Olvidados » (1) exagéré ». Car beaucoup de braves gens, malgré leur largesse d'esprit (leur « avant-gardisme », disons le mot !), ont tout de même trouvé que ce M. Bunuel y allait un peu fort en montrant dans son film des gosses assassins. D'un adulte, passe encore, mais qu'un enfant puisse vous occire son prochain (quoi ?), tout seul, comme un « grand », cela leur semble exagéré, aux braves gens !

Et, pourtant, les mêmes ne remarquent pas les privations, les vexations et les souffrances que subissent tous les petits « olvidados » du monde entier, et on ne trouvera pas disproportionnée le malheur écrasant qui les accable, mais, par contre, on trouvera disproportionnée leur geste de révolte, quand cette révolte se traduit par un meurtre. Alors, là, pas d'histoires ! toute la lyre y passera : hérédité, gosses pourris, rien à y faire, en cage !

Et les braves gens s'en retourneront tranquillement chez eux, la conscience en repos, en pensant qu'après tout les prisons c'est tout de même utile, surtout que les enfants... bénéficient d'établissements spéciaux où on les

« rééduque » sans les rendre trop malheureux.

Eh bien, non ! Désolé, mais vous avez tort une fois de plus, braves gens, en croyant tout arranger avec des locaux pénitentiaires. Car vous ne vous intéressez qu'aux effets et non aux causes. D'ailleurs, vous le savez bien, et c'est cela le plus terrible.

Ce qu'il fallait aux trois petits garçons de Mexico, c'était, avant tout, un monde nouveau, où les enfants n'auraient plus envie de « jouer à la guerre », et ceci en supprimant cette maudite propagande, néfaste à Mexico comme à Paris. Ce qu'il leur fallait, c'était un monde où il y aurait beau-

APPEL AUX JEUNES

Camarades jeunes ! sympathisants et lecteurs du « Lib » ! La Commission des Jeunes tient chaque mercredi (de 18 h. 30 à 19 h. 30), une permanence destinée aux « prises de contact » ! Le meilleur accueil vous est donc réservé, chaque semaine, par la Commission, 145, quai de Valmy, Paris-X^e.

Non. Quatre victimes.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

coup moins de « braves gens » et beaucoup plus d'hommes comme Bunuel, un véritable ami des enfants, celui-là, et il le montre.

En effet, comme nous sommes avec vous, Bunuel, quand, à la fin de votre film, vous prenez courageusement la défense du « Jaïbo », ce gosse damné, qui semblait être l'artisan du malheur de tous ses petits camarades.

Quand les flics l'abattent d'une balle en plein front, « comme un chien enragé », c'est à ce moment (où beaucoup de braves gens pensaient certainement qu'il y a une justice !) que vous le défendez, ce malheureux désolé, et de toutes vos forces ! Par cette simple phrase, pourtant : « Seul, mon petit, tu seras toujours seul... »

Mais, cette solitude, les braves gens ne l'ont pas comprise, malgré la giflette retentissante que vient de leur asséner Bunuel. Et, n'avez crainte, ils seront encore les premiers à réclamer justice quand ils liront que : « une fillette de douze ans a été abattue par ses trois camarades (quatre, cinq, huit ans) ».

Une petite fille, trois petits garçons ? Non. Quatre victimes.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

C. L.

Petite promenade

dans

les casernes

(Suite de la 1^{re} page)
Il est pris dans l'engrenage d'une machine infernale, il s'insère au cœur, lui qui ne connaissait que sa charrie, ses chevaux, les matins brumeux et les filles du bal le samedi soir !

Qui entre à la caserne, risque à tout jamais d'abandonner le peu de personnalité qu'il avait !

Qui se laisse prendre aux beaux discours, aux médailles baroques, aux uniformes pimpants est définitivement perdu !

(Disons tout de suite qu'une infime minorité seulement se laisse prendre).

Qui a bu le poison est intoxiqué à jamais. Heureusement, nous savons distribuer à large dose le contre-poison.

On essaye vainement d'enivrer les jeunes Français mobilisés en faisant miroiter de belles victoires futures.

Contre quoi ? On ne sait pas encore !

On parle, pour l'instant, seulement de « l'ennemi ».

« Qui est l'ennemi ? » demanda naïvement, l'autre jour, un gars qui voulait enfin comprendre pourquoi il était condamné ainsi à perdre son temps pendant 18 mois.

On ne lui répondit pas !

On ne parle pas du pacte Atlantique.

On ne parle pas de l'Amérique.

On ne parle pas de l'U.R.S.S.

On parle de la Patrie, avec un grand P.

Cette patrie qu'il faut défendre

(et ils sont encore nombreux aujourd'hui).

Il s'en prend aux juges et non à l'appareil judiciaire, aux gens d'église et non à la religion elle-même.

Il tient pour acquis que le Prince est certainement rempli de bonnes intentions, mais que les courtisans et les fonctionnaires font le malheur du pays malgré lui.

De cela, peut-on lui faire grief ? Oui, certainement, car, savant helléniste, nourri des plus grands philosophes, vivant à une époque où bouillonnaient les idées, voyant autour de lui les gouvernements se succéder sans interruption, dans toute l'Europe, sans apporter pour cela aucun avantage appréciable aux gouvernés, il aurait pu en tirer des conclusions beaucoup plus près de la vérité.

A son actif, un certain courage : emprisonné et humilié, sa plume ne s'assoupit pas pour autant.

A son actif encore, ses dissertations pleines d'intérêt, sur les grands capitaines et la gloire militaire.

Courrier, donc, ne fut pas un anarchiste avant la lettre, mais nous devons saluer en lui un esprit libre, un champion de l'indépendance et du bon sens, ainsi qu'il est écrit sur le monument commémoratif de Veretz...

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

BLANC.

d'une armée nationale forte; ils rêvent de l'Europe de Jean-Paul David.

Avec quoi fera-t-on leur armée ? L'économie française, même si on y ajoute « l'économie européenne », en est bien incapable. Et si l'on essayait, ce serait la misère pour les ouvriers pendant des années.

Les jeunes savent cela aussi; ils ne font pas être docteur en économie politique pour le comprendre.

Les beaux discours sur la patrie en danger sonnent creux; ils n'éveillent aucun écho, sinon quelques sourires. La propagande stalinienne pour une réunion des cinq Grands, la propagande gouvernementale pour une « Europe unie, gage de paix » et le bla-bla-bla de l'O.N.U. n'éveillent guère plus de sympathies.

La guerre qu'on nous prépare, en parlant partout de paix, est une querelle d'idées où les patries proprement dites jouent un rôle tout à fait secondaire. Pourquoi, en ce cas, jouer les Déroulède !

Il y a d'un côté, le capitalisme américain avide de conquêtes et encore très vivace; de l'autre, le capitalisme soviétique d'Etat, non moins avide de conquêtes et non moins vivace.

Il s'agit en ce moment, pour chacun des deux antagonistes, de récupérer le plus possible de pays satellites, de colonies (nouveau genre) pour les débouchés économiques. La France est une colonie américaine, la Tchécoslovaquie est une colonie de l'U.R.S.S.

Les méthodes sont les mêmes dans les deux cas, le moyen le plus odieux de domination est aujourd'hui la propagande qui revêt partout les mêmes aspects.

On lance les idées communistes totalitaires ou un plan américain quelconque comme on lance une marque de chocolat ou de bretelles.

Bien fou qui s'y laisse prendre.

Du matin au soir, à la caserne, les soldats sont menacés par cette propagande de tous les instants : affiches, journaux officiels, livres, cours des officiers, discours, parade, etc...

Dans l'ensemble, peu s'y laissent prendre. Ce qui attire le plus, je pense, est la somme considérable que touchent les sous-officiers et officiers de carrière.

Ceux qui partent en Indochine ou en Corée partent, non pas par patriotisme (à part de rares exceptions), ils partent pour toucher les grosses primes.

L'ESPOIR RESTE POURANT BIEN ANCRE CHEZ LES JEUNES ! Beaucoup, résistent et cherchent très sérieusement une solution pour sortir du guépier.

On parle, on refuse la solution facile qui consiste, une fois pour toutes, à opter pour l'un ou l'autre des « Grands » en présence, on cherche une voie pour échapper au carnage et pour faire un monde plus beau.

Beaucoup frôlent la solution anarchiste, le 3^e espoir. L'esprit libertaire est bien vivant.

La FEDERATION ANARCHISTE représente un flot dans un monde de confusion et de désordre, un flot de réalisme. Le TROISIEME FRONT REVOLUTIONNAIRE, le front ouvrier international, voilà le seul chemin que peuvent suivre les hommes épris de liberté.

Une tâche immense attend ces hommes de bonne volonté. Il faut maintenir une internationale solide qui sera capable de redonner l'espoir à ceux qui sont momentanément désespérés et qui refusent de s'avouer définitivement vaincus.

TROISIEME FRONT : C'est pour le soldat l'espoir d'un monde libéré de la crainte et s'acheminant vers des conditions de vie meilleure. C'est le chemin qui conduit le plus directement à la réalisation de l'idéal.

Un oublié: Paul-Louis COURIER

Le hasard de mon « congé payé » m'a conduit, cette année, à Veretz, petite commune de la Touraine, où vécut et fut assassiné P.-L. Courier.

De ceci, je ne savais rien, mais un monument élevé sur la minuscule place du bourg me l'indiqua et m'incita à faire plus ample connaissance avec le célèbre pamphlétaire.

Cela me fut possible, grâce à l'obligeance de l'instituteur, M. Bertrand, qui mit à ma disposition les documents déposés à la mairie de Veretz.

De suite, je fus enthousiasmé et tenté de ranger Courier parmi les précurseurs de l'anarchisme.

A la réflexion, cela me parut inexact, et voici pourquoi :

La vie de P.-L. Courier, vigneron (comme il se plaisait à le dire lui-même), d'abord, ou plutôt ne confirme pas la substance, le contenu de ses écrits. Issu d'une riche famille bourgeoise, il pu,

CULTURE ET REVOLUTION

LE RÉVOLTÉ de Camus EST-IL DES NOTRES ?

NOUS ne pouvons manquer d'admirer ceux qui ont pu lire d'une seule traite ou en très peu de temps le nouveau livre d'Albert Camus. C'est sans doute qu'ils avaient déjà sur le sujet une opinion bien arrêtée et qu'ils pouvaient voir de haut — et de loin — une étude de laquelle ils refusaient d'avance d'apprendre quelque chose. Nous nous sommes sentis plus modestes.

Albert Camus ne peut manquer d'accorder à l'opinion du « Libéraire » une importance exceptionnelle sur un sujet comme « L'Homme Révolté ». Qu'il sache que la présente critique est le fruit de confrontations entre nombre de nos militants. S'il nous trouve sévères, c'est que nous vivons une période où se jouent trop de vies pour que nous puissions être académiques. Il s'agit en définitive de l'Homme et de son destin, nous ne pouvons accepter de nous taire si on l'invite, avec la meilleure foi du monde, à prendre une voie que notre analyse anarchiste juge funeste ou si on sort mal de l'équivoque.

Camus constate d'abord que l'absurde ne peut donner de règle d'action mais, écrit-il : « Je crève que je ne crois à rien et que tout est absurde, mais je ne puis douter de mon cri et il me faut au moins croire à ma protestation » et ainsi est-il conduit à examiner la révolte, plus particulièrement sous l'angle de « l'orgueil européen ». C'est donc sur deux siècles de révolte métaphysique ou historique que Camus se penche. Pour lui, la révolte est la part « de l'homme informé » qui possède la conscience de ses droits » et l'homme enfermé dans les sociétés sacrées ne peut connaître la révolte. Ainsi, le problème de la révolte n'aurait de sens « qu'à l'intérieur de notre société occidentale ». Cela ne nous paraît pas aussi évident. Nous ferons aussi à Camus le reproche — et tout se tient — de ne concevoir la révolte qu'au moment où elle s'exprime, ou moment où une limite dans la soustraction ou l'humiliation est marquée par le « non » de l'esclave. Pour nous, il y a révolte déjà avant l'impitance, lorsque l'esclavage rejette en lui-même les ordres, même s'il se tait.

Sa distinction entre révolte et ressentiment ne nous convainc pas. La révolte peut ne pas être exprimée, le ressentiment peut s'exprimer, il est au-dessous de la révolte : c'est la révolte des cœurs bas.

Mais Camus nous rallie à sa pensée lorsqu'il montre que la révolte est un « oui » en même temps qu'un « non », car elle manifeste une valeur, elle implique un bien qui dépasse la propre destinée du révolté, un bien commun, quelque chose qui fait le prix, la dignité de l'homme. La révolte n'est pas égoïste, elle exprime une solidarité, elle fait renaitre une solidarité alors que la disparition du sacré avait séparé les hommes. La révolte est collective, « elle est l'aventure de tous », elle tire l'individu de sa solitude. Nous ne pouvons que reprendre cette formule claire et forte « Je me révolte, donc nous sommes », par laquelle Camus rejoint Bakounine. Camus semble trouver, dès le départ de son enquête, la voie du communisme libertaire, lorsqu'il écrit : « Apparemment négative, puisqu'elle ne crée rien, la révolte est profondément positive puisqu'elle révèle ce qui, en l'homme, est toujours à défendre ». On comprend d'autant moins que Camus, au cœur de son ouvrage, dans quelques pages sur Bakounine, n'ait voulu voir en lui que l'homme « de la négation totale ». C'est trop ignorer l'aspect le plus important du génie de Bakounine et il n'est pas vrai que « dès l'instant où il définit lui-même la société de l'avenir, il la présente comme une dictature ». On comprend que Camus ait voulu donner de l'unité à son chapitre, mais il nous appartient de protester lorsqu'il mutile Bakounine ou se contente d'affirmations mal fondées. On pourrait d'ailleurs reprocher à Albert Camus, à plusieurs reprises, d'utiliser des citations trop brèves, sans références, ou de seconde main. Mieux vaut se reporter, surtout pour un ouvrage comme « L'Homme Révolté », aux sources (œuvres complètes de Bakounine ou de Courdery) que d'utiliser une histoire de l'anarchie, fut-ce celle de Sergent et Harmel, qui ne peut donner qu'une vue très générale des hommes et des doctrines.

L'analyse proprement dite de Camus commence par la révolte métaphysique et après d'intéressants développements sur Prométhée et Cain, vient l'étude de la négation absolue. On ne voit pas bien pourquoi, à propos de Sade et de ses vingt-sept années de prison, Camus décide qu'« une si longue claustration engendre des valets ou des tueurs et parfois, dans le même homme, les deux ». N'a-t-il pas, dans notre mouvement, de magnifiques exemples contraires ? Camus passe de la révolte absolue de Sade, puis de la révolte des dandys, au Karamazov de Dostoevsky, en montrant que la révolte révolte elle-même « tout est permis » conduit au nihilisme. Avec Stirner, du non absolu sort la divinisation de l'individu et du crime. Avec Nietzsche, on passe à l'affirmation absolue, et bien que Camus détache le nazisme du nihilisme, il n'en est pas moins vrai que l'œuvre de Nietzsche peut être utilisée en faveur du

meurtre. Quelque chose nous choque lorsque nous voyons Camus condamner Stirner et Nietzsche à travers ceux qui les ont interprétés à la lettre ou en choisissant bien curieusement dans leur œuvre. Pour Stirner, l'égoïsme doit se manifester la plupart du temps par l'amour et la fraternité ; cela, Camus n'en dit mot. Ne pourrait-on dire qu'il y a complicité de Camus envers les disciples abusifs et cela dans le but inconscient d'élever une thèse séduisante ?

Toujours poursuivant le but de montrer les méfaits et les horreurs de la révolte absolue, Camus s'attaque à la poésie révoltée, s'en prend à Lautréamont dont les poésies feraient succéder au non-absolu des « chants », un « conformisme sans nuances », annonçant « le goût de l'asservissement intellectuel qui s'épanouit dans notre monde ». D'abord, Camus ne s'est pas préoccupé de savoir si les poésies devaient être prises à la lettre ou s'il y entraient un jeu. Et rien de la vie même de Lautréamont ne semble justifier ses conclusions. On éprouve la pénible impression d'une mauvaise humeur, d'une querelle dont on n'aperçoit pas nettement les motifs.

Pour Rimbaud, il semble que Camus touche plus juste lorsqu'il écrit « grand et admirable poète, le plus grand de son temps », mais que s'appuyant sur les lettres d'Abbas, il ajoute : « Mais il n'est pas l'homme-dieu, l'exemple fa-

par Georges FONTENIS

rouche, le moins de la poésie qu'on a voulu nous présenter ». Il resterait à savoir qui veut faire de Rimbaud cet homme-dieu et si de l'exemple de Rimbaud on peut tirer une loi générale. Les pages qui suivent, sur l'évolution du surréalisme, semblent montrer, au contraire, que l'on peut partir du refus total du monde présent vers la révolte positive et l'amour.

Abandonnant la révolte métaphysique, A. Camus tente dans l'étude de la révolte historique de retrouver cette marche de la révolte nihiliste vers la volonté de puissance. De Spartacus à Lénine, en passant par Saint Just, le républicain (à ce sujet, notre surprise a été grande de voir Louis XVI affirmé par Camus « comme faible et bon ») Hegel, et surtout ses successeurs comme Feuerbach, déicides, Bakounine et Netchaïev et les terroristes russes, A. Camus voit le cynisme politique sortir du nihilisme ou de la révolte. Et cependant, il excepte un Saint-Just ou ces terroristes russes sentimentaux et bouleversants qui savent mourir. Mais avec la naissance du terrorisme d'Etat, A. Camus aborde le fond du problème. Il précise d'abord que l'esprit de révolte est étranger à la croissance des Etats modernes, en particulier des Etats fascistes, mais cependant il fait remarquer que Mussolini et Hitler se réclament le premier de Hegel, le second de Nietzsche appartenant par là à l'histoire de la révolte et du nihilisme. Puis, A. Camus, en un long chapitre, analyse le terrorisme d'Etat basé sur la terreur rationnelle et commence par étudier la pensée de Comte et surtout de Marx. Cela nous donne l'occasion de raccourcis saisissants et de critiques éloquentes. En une page (1), Camus résume parfaitement la théorie économique de Marx. Il montre lumineusement le caractère bourgeois du messianisme de Marx, la vanité de sa dialectique dans laquelle s'introduit la notion mystique de « fin ». Il semble qu'on soit loin, maintenant, du nihilisme. Mais A. Camus nous rappelle que le nihilisme, non la révolte vraie, a pris l'aspect de la puissance, a couvert ses négations d'une « scolastique obstinée ». La tragédie de la révolution de Lénine, c'est « celle du nihilisme, elle se confond avec le drame de l'intelligence contemporaine qui, prétendant à l'universel, accumule les mutilations de l'homme ».

Ainsi, écrit Camus, Prométhée, devant les hommes faibles ou lâches, a voulu les commander. « Il n'est pas Prométhée, il est César ». Nous pouvons objecter que cela n'est vrai que d'une révolution, non forcée de toutes, mais Camus lui-même ne pense-t-il pas ? Vraiment, lui aussi dans une sorte de désespérance ou de conformisme ?

Il va achever son étude, justement, en posant de nouveau le problème « Révolte-Révolution », mais d'une façon générale cette fois.

Camus, maintenant, s'appuie sur ses démonstrations : la révolution des principes a tué Dieu, la révolution du XX^e siècle a tué ce qui reste de Dieu dans les principes, et la révolte, parce qu'il n'y a pas de règle morale, recrée César. Ainsi, les révolutionnaires « se meuvent dans l'histoire » contre les enseignements de la révolte elle-même.

Si l'intention du communisme russe est toute différente de celle des fascistes, leur cynisme politique est identique et leur nihilisme moral.

Deux remarques s'imposent. D'une part, nous acceptons

les vues de Camus : la révolte, lorsqu'elle conduit au nihilisme, mène à la terreur ou à l'individualisme forcé, mais nous ne pensons pas que tous les exemples choisis par Camus l'aient été heureusement. Stirner, Bakounine et même Lautréamont sont schématisés ou défigurés.

D'autre part, Camus oublie toute une masse de faits historiques qui montrent au contraire que la révolte peut rester elle-même et vivifier la révolution. Sans doute, Camus finit-il par dire que « la révolution pour être créatrice ne peut se passer d'une règle, morale ou métaphysique, qui équilibre le délire historique », bien entendu contre la morale formelle et mystificatrice de la société bourgeoise.

Et A. Camus, dans les dernières pages, oppose la révolution libertaire de la « mesure » à la révolution totalitaire de la « démesure ». Le syndicalisme révolutionnaire et la Commune lui paraissent les points d'application de la volonté libertaire, seule fidèle à la révolte parce que respectueuse de l'homme. Nous respirons enfin dans ces dernières pages, les plus belles d'ailleurs, extraordinairement intenses, où l'on sent un souffle. Nous respirons car nous voyons Camus, non pas tiré vers la « grâce », mais fidèle à la révolte ; nous respirons car le langage équilibré de certains passages s'efface, parfois, on pourrait penser que Camus oppose à la révolte pure une sorte de révolte « modérée », de radi-

voque. « Qu'un seul maître soit, en effet, tué, et le révolté, d'une certaine manière n'est plus autorisé à dire la communauté des hommes dont il tirait pourtant sa justification », écrit-il, alors qu'il admet plus loin le meurtre insurrectionnel s'il est payé de l'acceptation de la mort par celui qui frappe et si la révolte va vers la fin des meurtres. Je vois bien nos militants s'étonner de ces subtilités et se poser tout bonnement la question de savoir si le maître qui opprime de telle sorte que le révolté est porté à le tuer, est encore un homme ou s'il est seulement le maître. Que dirait Camus d'un terrorisme qui ne serait ni celui d'un Etat, ni celui d'un nihilisme, mais celui d'une libération, n'oubliant rien de la révolte et de la valeur qu'elle contient ?

Est-ce impensable ? En vérité, Camus qui n'a pas oublié l'attitude libertaire, vers la fin de son livre surtout, fait le silence sur beaucoup de choses. Lorsqu'il écrit que la révolution, pour être digne de son nom, « doit retrouver la source créatrice de la révolte », il exprime un souhait. Il parle du syndicalisme révolutionnaire et cite... les réalisations scandinaves. Là encore, il donne prétexte à ceux qui voudront, par « révolte de la mesure », entendre « compromis ou « trépas ». Mais pas un mot de l'action incontestablement terroriste (mais d'un terrorisme nullement nihiliste) des anarchistes et des syndicalistes espagnols. Pas un mot des réalisations populaires russes de 1917, de la Makhonovitchina, de l'Espagne libertaire de 36. Pourquoi ? Ainsi, tout un pan du terrorisme et de la révolution libertaire échappe à l'analyse de Camus. Franchement, c'est été plus important que les querelles à propos de Lautréamont et cela eût peut-être évité de longues pages où la révolution était vue de façon unilatérale, parce qu'on ne pensait qu'à la Russie moderne officielle, cette vue inclinant à la désespérance.

Camus a longuement travaillé à son « Homme Révolté » sans doute. Nous y trouvons cependant trop de hâte. Un essai sur un tel sujet devait faire hésiter et s'informer davantage. Car il s'agit, tout de même, du drame de notre temps. Et nous n'aurions pas voulu regretter des affirmations trop rapides, telle celle qui fait de la société de Godwin une « société d'inquisition ».

Le livre contient par ailleurs d'admirables pages, surtout dans les derniers chapitres, où la pesanteur qui se dégage parfois des développements fait place à la ferveur, à la tension, aux images éblouissantes.

Nous savons bien que Camus ne peut être à nos côtés qu'en applaudissant les actions et réalisations libertaires, sans pour cela se rallier à nos vues intrinsèques sur l'Etat. Mais déjà, par son livre, il est descendu dans l'arène. Il lui faudra bien préciser, éclairer encore. En tout cas, nous ne pouvons croire que tout soit dit sur la révolte, et dit de cette façon qui permet à la bourgeoisie et à ses critiques d'approuver sans comprendre. Cela peut être grave.

En tout cas, Camus a choisi la révolte. On ne se tire pas à bon compte d'un pareil engagement.

En vente : 500 fr. (franco : 635 fr.)

(1) Page 251.

(2) L'équilibre du langage est flagrante parfois : « Tout révolutionnaire finit en oppresseur ou en hérétique ».

L'Eglise et l'Enseignement

(Suite et fin) (1)

Il n'est pas inutile de rappeler certains mauvais coups de clercs, puis, que beaucoup de ceux qui devraient être avec nous et contre eux paraissent les oublier ou les ignorer.

C'est en 1880 que Paul Robin tenta une expérience d'éducation nouvelle à Compiègne. Pendant 14 ans, il eut à lutter contre les attaques de la presse catholique et de la presse laïque. Elle traita cet homme probe de chien, de porcelet ; son école, de porcherie ; sa méthode, de chennierie. Tout cela, parce qu'il osait instruire ensemble des enfants des deux sexes, parce qu'il avait osé dans sa salle de classe, il préférait promener ses gosses dans la nature et les instruire en les amusant ; parce qu'il refusait de toucher aux problèmes métaphysiques ; parce que les résultats de son expérience commençaient à convaincre d'autres pédagogues. Et c'est le très catholique Guérin, ministre de la Justice, qui signa sa révocation le 31/8/1894 et souleva une

tempête de congratulations dans toute la presse cléricale.

Lorsqu'il sonna, cinquante ans plus tard, l'heure de l'adieu à St-Paul-de-Vence et, comme Robin, fera du prosélytisme pour une école vivante, sans contrainte, sans dogmes, ce sont encore les tenants du cléricisme qui organiseront la bataille. Ce sont des journaux tels que *La Croix* et *l'Action Française* qui entameront la campagne contre lui, sans objectivité, sans scrupules. Campagnes de haine, de mensonge, de vilénies, qui attaquent l'homme et non l'œuvre. L'homme étant irréprochable, c'est à ses opinions politiques que désespérément on s'accroche. Comme la victoire ne venait pas assez vite, c'est sur le scandale, sur l'excitation des esprits jusqu'au paroxysme que les cléricaux s'appuyèrent et, en parlant de Freinet, le Bulletin de l'Éveil déclara jusqu'à échoir : « ... il faut prendre la bête par la gorge et la sortir de sa tanière... » (2) C'est la *Liberté du Sud-Ouest*, dont le directeur était l'abbé Puech (également directeur diocésain) qui amena l'opinion contre l'école de Camille (Gironde), dirigée par Bovau, disciple de Freinet.

Je pourrais citer ainsi mille et mille exemples de cette lutte acharnée, continue, qu'ont menée et continuent à mener clercs et cléricaux contre toute forme d'éducation et tous éducateurs qui, se dégageant des sentiers battus, tentent de faire des futurs hommes qu'ils éduquent autre chose que des robots savants. Et même, lorsqu'un des maillons de l'enseignement catholique se singulièrement en débandade de son cadre habituel, il échoue. En voici un exemple apporté par l'un des apologistes de Mme Montessori, créatrice de la première « Casa di Bambini », à Rome. Institut d'expérimentation sis, faute de mieux, dans une école d'un couvent français. L'auteur de cette apologie, malgré sa sympathie pour les sœurs du couvent, ne peut s'empêcher d'écrire : « On peut imaginer, en effet, que l'atmosphère ecclésiastique, faite toute entière d'une obéissance passive à la règle, est loin d'être celle que l'on aurait choisie pour favoriser l'évolution d'un système qui s'efforce de supprimer tous les dogmes, de provoquer l'indépendance du caractère et le développement de la personnalité. » (3)

Mais il me suffira peut-être de faire une autre citation pour situer exactement le rôle et la pensée de l'Eglise quant à l'enseignement : « Ce qui est vrai du prédicateur est vrai aussi du maître de l'enseignement. L'enseignement pas, doit être en son cœur celui-ci, pour faire des savants, mais pour faire des chrétiens ». C'est l'abbé Babolat, curé de Montréal, du diocèse de Belley, qui écrivait ceci en 1938, dans un Avant-propos pour un Manuel d'enseignement dit Doctrine catholique, portant l'imprimatur, très prisé et très employé dans l'enseignement catholique.

Ainsi, l'aveu est là. L'Eglise n'a qu'un but en enseignant : faire des chrétiens, des prêtres, des sœurs ; faire des hommes, des femmes passifs, qui croient sans discussion tout ce qui leur est enseigné, qui obéissent promptement, sans discuter, de leur mieux, à tout ce qui est commandé. C'est la même méthode qui est en pratique dans l'armée : « la discipline faisant la force des armées... » et c'est certainement une des raisons qui ont fait que le sabre et le goupillon ont toujours fait bon ménage.

Les libres-penseurs, eux, veulent des savants, c'est-à-dire des raisonneurs, des êtres qui cherchent le pourquoi et le comment des choses, qui étudient, réfléchissent, discutent, soupèsent, agissent d'après leur raison, leur conscience, leur jugement. Pour les libres-penseurs, seule la connaissance peut élever l'homme au-dessus de tous les dogmes étroits et sans vie de toutes les religions ; seule la connaissance peut humaniser, pacifier, élever l'être humain, lui donner la sagesse indispensable à son complet développement.

Ce n'est donc pas parce que les libres-penseurs sont intolérants qu'ils rejettent et veulent détruire l'école catholique, c'est parce qu'elle n'est pas l'école de la connaissance, qu'elle ne pourra jamais le devenir et que cela seul suffit à la condamner irrémédiablement.

A. ARRÜ.

(1) Se reporter aux numéros 291, 292, 293, 294 et 295.
(2) Naissance d'une Pédagogie, Elise Freinet.
(3) L'Education Montessori-D. Canfield-Fisher.

LES LIVRES FEMINISME et mouvement ouvrier

LE tableau de la société française des années autour de 48, mais rien d'une biographie... Le visage d'une femme dessinée en contrepoint, tracé par ses aims, reflète dans le cœur de ceux qu'elle aimait, donc qui la connaissaient mieux que ses propres aveux...

Des rencontres et des amitiés racontées selon un style tout personnel, celui d'un enseignement auquel les jeunes s'attachent de façon plus intime, parce que sans masque et sans préjugé, sans raideur dogmatique ou sans la maquillage d'une idéologie partisane.

Seulement dicté par le simple amour de la bonté et de la générosité humaines qui furent celles de George Sand.

Historien, grand universitaire, Edouard Dolléans est connu comme l'auteur d'un grand livre sur le mouvement ouvrier. Il a éveillé, par son enseignement, de nombreuses vocations. Cependant, la personnalité d'Edouard Dolléans ne s'arrête pas à un aspect unique. Cet écrivain, ce professeur est avant tout un homme.

On pense à un Alain, à tous ceux dont la personne compte autant que les livres. Impossible de séparer, chez Edouard Dolléans, l'œuvre de la vie, de l'action. L'écrivain est une présence. L'intérêt que porte celui-ci aux problèmes historiques et toujours lié à une communication secrète avec les âmes. Drames intérieurs, c'est le titre d'un recueil d'essais de Dolléans. Ce pourrait être la formule de l'œuvre entière.

Prix : 420 fr. - Franco : 450 fr.

...en fin d'année

mon pain (M. Gorki) ; Secret et violence (G. Glaser). Prix : 1.100 francs.

10^e Lot : L'ombre suit le corps (D. Rollin) ; Colin Maillard (R. Neumann) ; Les temps incertains (A. Mandel). Prix : 1.100 francs.

11^e Lot : Les Papiers (J. Rousselot) ; Les deux sœurs (D. Rollin) ; Le feu qui prend (J. Cayrol). Prix : 900 francs.

12^e Lot : Le jeu solitaire (F.-R. Delavalle) ; Maguelonne (G. Nancay) ; Nora (Marestan) ; Le Dieu des ténèbres (Koestler-Silone). Prix : 1.200 francs.

13^e Lot : L.-F. Céline, tel que je l'ai vu (M. Hindus) ; Pièces roses et noires (J. Anouilh). Prix : 1.100 francs.

14^e Lot : Le Christ d'Hollywood (U. Sinclair) ; Sébastien Faure (S. Humbert) ; Discours de la Servitude volontaire (E. de la Boétie). Prix : 600 francs.

15^e Lot : Trimard (E. Bachelet) ; Un anarchiste de la Belle époque (A. Sergent) ; Bréviaire de la haine (L. Poliakov). Prix : 1.250 francs.

En dehors des lots présentés qui bénéficient déjà d'une ristourne, un rabais de 10 0/0 est fait sur tout achat de librairie à partir de 1.000 francs, entre le 15 décembre et le 15 janvier.

Ajouter 25 francs pour frais de colis recommandé. Les commandes doivent être passées au C.C.P. 8032-34 - Paris, LUSTRE René, 145, quai de Valmy.

Billet surréaliste

BAS LES MASQUES ! BAS LES PATTES !

VOICI donc Alfred Jarry sacré, de par l'autorité de MM Charbonnier et Trutat, protégés par la soutane d'un R.P., « un de nos plus grands poètes chrétiens ». La protestation élevée par l'un d'entre nous (« Art » du 21-12-51) contre l'émission « Bonjour, M. Jarry » que diffusait le 5-12, la Chaîne nationale vient de contraindre ces individus à se démasquer complètement, en réitérant par écrit leurs allégations mensongères.

Nous enregistrons leurs affirmations comme autant d'aveux de la sale besogne à laquelle ils se livrent en essayant de vider, de son contenu subversif une œuvre comme celle de Jarry, qui met en péril les assises intellectuelles et sensibles du système répressif qu'on nous impose ; en tentant de retourner contre la pensée même qui anime cette œuvre son non-conformisme absolu et de la faire servir, rendue méconnaissable par l'ignoble cuisine qui diffère si peu de celle de la police, à l'édification la plus conformiste.

Il resterait à savoir si ces procédés diffamatoires sont connus dans tous leurs détails par des directeurs de chaîne ou de programme qui ne désirent sans doute pas couvrir de leur autorité, les faux et usages de faux commis par de petits arrivistes.

Face au détournement et à l'pavilissement systématiques de toutes les valeurs qui sont la négation de cette société, il est urgent de poser la question du DROIT DE REPONSE RADIOPHONIQUE.

Existe-t-il, oui ou non, un droit de réponse à la radio ? S'il en existe un, nous réclamons qu'une émission, autant que possible de même durée, à la même heure, sur la même chaîne, soit consacrée à la diffusion de textes de Jarry non truqués, non commentés, non bruiés au clairon. Ce qu'offre au lecteur d'importance quelle anthologie honnête, il ne semble pas outrancier de l'attendre de la radio. Nous réclamerions, de même, que justice soit rendue à tous ceux dont nous tenons nos meilleures raisons d'être, au cas où des chiens se méleraient de les malmenier à l'abri des murs insonorisés des studios.

NOUS METTONS SOLENNELLEMENT AU DEFI LES TRUTAT, CHARBONNIER ET CONSORTS DE PERPETRER LEURS EXPLOITS EN SEANCE PUBLIQUE.

Jean-Louis BEDOUIN, Robert BENAYOUN, André BRETON, Adrien DAX, Jean FERRY, Jacqueline et Jean-Pierre DUPREY, Guy DOUMAYROU, Georges GOLDFAYN, Indrich HEISLER, Adonis KYROU, J. LAMBERT, Gérard LEGRAND, Nora MITRANI, Benjamin PERET, Maurice RAPHAEL, Bernard ROGER, Jean SCHUSTER, Anne SEGHERS, Roland SIG, TOYEN, Michel ZIM-BACCA.

Chronométrage et rendement

Nous n'avons jamais été opposés à une organisation rationnelle du travail. Bien au contraire. Sous-estimer l'importance d'une répartition intelligente et harmonieuse de la tâche impartie à chacun serait faire preuve de mépris, d'indifférence vis-à-vis de l'homme pris isolément. Il faut, donc, que tous les efforts soient dirigés en sorte que l'usine soit adaptée à l'homme et non l'homme à l'usine. Il est trop facile de condamner en bloc le machinisme et ses inévitables conséquences : travail répétitif de la chaîne, monotonie, etc., de condamner tout cela pour se cantonner dans un nihilisme stérile. Mais notre propos n'est pas d'envisager comment le travail industriel, dans une société libérale, pourrait être humanisé et la ration du progrès matériel répartie et allégée. Simplement nous voulons nous occuper d'un aspect particulièrement révoltant de l'exploitation capitaliste : le chronométrage.

Toute organisation qui ne tient pas compte des faiblesses physiques et morales inhérentes à la nature humaine n'est que barbarie. Or c'est justement ce que l'on veut ignorer à tout prix. Sous prétexte d'aménagement pseudo-scientifique du travail on entend réduire l'homme au niveau d'une équation. A l'odeur s'ajoute le ridicule.

Peut-on en effet raisonnablement penser que si Paul a produit 100 en 8 heures Pierre doit et peut produire autant ? C'est pourtant ce que l'on affirme car on passe sous silence le fait que Paul est parmi les plus vigoureux et les plus adroits. Ainsi on a chronométré un certain nombre de gestes (parfois eux-mêmes décomposés en fraction de seconde), on s'est livré à une série de calculs plus ou moins compliqués en tenant compte des divers rapports entre l'homme et la machine, des possibilités de celle-ci, des temps d'arrêt irréductibles, on a admis un coefficient fatigue, un coefficient panne, etc., pour en arriver à dire : à partir de telle somme de production vous avez droit à telle prime. Et aussi pour imposer une production minimum au-dessous de laquelle l'ouvrier sera renvoyé.

Avec ce système on atteint un triple but :

1° La prime au rendement (qui ne devrait être au pis-aller qu'accessoire au salaire) prend chaque jour une importance plus grande au détriment du salaire horaire fixe. On revient à l'antique et sauvage travail aux pièces.

2° Entre ouvriers s'établit une malsaine compétition.

3° Les « cadres » sont plus acharnés que jamais à faire « suer le burnous »

puisque du chef d'équipe au directeur en passant par les contremaîtres, les surveillants divers, les chefs d'atelier, l'ingénieur en chef, en second, et l'en passe, tous sont également « au rendement » (au rendement des autres, s'entend).

L'exploitation de l'homme « d'en bas », celui qui peine toute sa vie dans le milieu hostile de l'usine, qui vit dans le bruit infernal, dans le cambouis et la poussière, est maintenant hiérarchisée. Et la prime au rendement, à la limite, devient dividende. A chacune selon ses mérites n'est-ce pas messieurs !

*
Que l'on ne vienne pas nous dire que ce chronométrage est indispensable à l'établissement de prix de revient (I). Rien de commun entre ce système qui tend à identifier l'ouvrier à une machine et le calcul indispensable des « temps ». On pourra toujours établir qu'il faut en moyenne tant d'heures pour fabriquer telle ou telle machine définie. On ne pourra jamais fixer qu'arbitrairement le nombre de secondes, de minutes nécessaires à telle ou telle opération. Celui qui exécute celle-ci en 4 minutes, en mettra 3, ou 6, demain, selon qu'il sera dispos ou non. Selon qu'il aura bien ou mal dormi, bien ou mal digéré. Selon qu'il sera triste ou gai. Selon... Ici la science (la pseudo-science de ces messieurs) s'arrête. Ils ne veulent évidemment pas en convenir. Et pour cause. Que deviendraient les chronométrateurs (qui ne sont pas chronométrés eux !) et les primes, leurs primes qui augmentent à chaque échelon hiérarchique ?

A l'opposé de ce qui devrait être organisé (dans la mesure des plus grandes possibilités) on cherche à asservir le prolétaire, à l'asservir psychologiquement et physiquement lui imposant des normes rigides (valables pour les seules machines). Et les travailleurs sont maintenant d'autant plus dominés par l'usine que la prime au rendement (toujours établie au niveau le plus haut et toujours plus difficile à obtenir) conserve encore pour beaucoup d'entre eux un certain pouvoir d'excitation au travail ; elle demeure pour les hommes vigoureux et adroits un moyen d'augmenter leur revenu. Quant aux autres... Mais n'est-ce pas là ce que veulent justement le patronat et l'Etat ?

Jean CLARI.

(I) Même (et surtout) dans une société libérale on aura le devoir de calculer les prix de revient. Et de ne jamais oublier que les richesses appartiennent à la collectivité toute entière, qu'il faut le gérer au mieux des intérêts de tous.

La Sécurité Sociale a-t-elle besoin d'une « révision de moteur » ?

La Sécurité Sociale est le résultat d'un cocktail de lois et décrets : loi des assurances du 30 avril 1930, loi des accidents du travail et maladies professionnelles du 1er avril 1898 et du 23 mai 1919, lois sur les allocations familiales du 11 mars 1932 et du 29 juillet 1939. Ce cocktail a été servi, par décret le 4 octobre 1945 et par loi le 22 août 1946, aux Français qui ne cessent d'en discuter la couleur et le goût.

L'avis général est que la Sécurité Sociale est une œuvre d'art.

Ce serait vrai si elle avait apporté aux travailleurs une part supplémentaire du revenu national.

Ce n'est pas le cas.

La part ouvrière a incontestablement diminué depuis 1938 au profit des autres classes sociales.

C'est contre cette dérive que les réactionnaires et les ministres cléricaux s'acharnent, aujourd'hui, de la même manière qu'ils s'acharnent contre une autre « digue » qui a nom échelle mobile. Le capitalisme et l'Etat ne s'en prennent ainsi aux salaires sociaux comme ils s'en prennent aux salaires directs que pour mieux accroître leurs propres revenus.

C'est pourquoi il nous faut être vigilants. Le mauvais coup du ministre Louvel contre la Sécurité sociale minimise la prévision d'autres mauvais coups.

On parle de diminuer les prestations et aussi d'augmenter les cotisations. On parle de lois-cadres, autrement dit de décrets-lois. On parle d'aménagements, de réformes, parmi lesquelles figurent la suppression du remboursement des frais et prestations journalières pour les malades entraînant un arrêt de travail inférieur à quinze jours (« petit risque ») ainsi que l'institution d'une « franchise » de 6.000 francs par an et par assuré ; l'assuré ne serait pas remboursé pour une somme inférieure à 6.000 fr. Le citoyen Paul Bacon, au ministère du Travail, déclare que la Sécurité Sociale a besoin d'une « révision de moteur ». Des textes sont à l'étude. Des propositions s'ébauchent.

La cause de ce charivari est le déficit de la Sécurité Sociale. C'est du côté des travailleurs que l'Etat se tourne pour les combler.

Selon le citoyen Bacon : « Les recettes prévues pour l'année 1952 sont de l'ordre de 326 milliards et les dépenses de 396 milliards. »

Travailleurs, à vos poches ou, plus exactement, à vos ceintures !

Mais jetons un coup d'œil dans le « moteur » qui fut, on s'en souvient, une fabrication ministérielle.

LES CAUSES DU DEFICIT

L'Etat. — L'Etat se refuse à prendre en charge les dépenses qui lui incombent. Le régime général, autrement dit la masse des travailleurs de l'industrie et du commerce, supporte le déficit de la Caisse des fonctionnaires et de la Caisse agricole, les frais de construction d'hôpitaux, les frais des services administratifs du ministère du Travail, le paiement d'allocations familiales à la population non active, qui devraient être normalement compensés par des subventions de l'Etat.

Les salaires non agricoles prennent en charge quelque 500.000 personnes qui ne cotisent pas ou cotisent peu.

Les cotisations. — 20 ou 30 milliards de cotisations échappent à la Sécurité Sociale par suite : 1) de fausses déclarations patronales concernant les salaires ; 2) du marché noir du travail ; 3) des cotisations insignifiantes des femmes de commerçants et d'artisans (salariées

factives), d'employeurs salariés pour des activités secondaires que la Sécurité Sociale tolère.

De plus, l'Etat doit encore près de 40 milliards à la Sécurité Sociale et les patrons doivent une somme à peu près identique.

Les hôpitaux. — 40 % de l'équipement hospitalier ou antituberculeux, la modernisation, l'enseignement des facultés, sont assumés par les travailleurs. Cela explique les prix prohibitifs de la journée d'hôpital qui est 60 fois plus élevée qu'en 1938. Cela explique aussi que la durée de séjour dans un hôpital soit souvent double de celle des cliniques privées.

Les produits pharmaceutiques. — Le Gouvernement faisait savoir dernièrement que la streptomycine seule avait coûté à la Sécurité Sociale plus d'un milliard et demi en 1950. En effet, les spécialités pharmaceutiques sont continuellement en hausse. Ce que le Gouvernement ne dit pas c'est que cette hausse des spécialités pharmaceutiques est encouragée par la loi Solinac (du nom du député pharmaciens qui en fut l'auteur). Depuis la suppression de la taxation, les trusts pharmaceutiques sont à la tête des travailleurs casqués.

Les honoraires médicaux. — Les honoraires médicaux ne seraient qu'au coefficient 12 par rapport à 1938. C'est peu, heureusement ! Car les honoraires remboursés par la Sécurité Sociale pour chacun des 25.000 médecins traitants s'élèvent en moyenne à 920.000 francs par an, ce qui suppose un revenu moyen par médecin de près de 1 million 800.000 francs annuels.

ASSURANCE VIEILLESSE ET « RETRAITE DES VIEUX »

Sur 100 personnes on compte 16 vieillards. Ne nous étonnons donc pas si

DE QUOI JE ME MÊLE...

(Suite de la page 1)

en aucune façon une méthode d'éducation à la vie », on a envie de rire, on plutôt de vomir son dégoût à la face de ces rabat-joie. Pour ce qui est du mensonge... Quant à l'éducation de jeunesse... L'histoire du Père Noël distribuant des jouets n'est pas plus mensongère que celle du petit Jésus.

Mais quant aux racontars du Saint-Esprit et de la Vierge enceinte, de sauveur qu'un Père sadique et gâteux fait sacrifier sur la croix pour racheter des hommes qu'il a lui-même condamnés par descendance depuis la faute originelle, ce marché de dupes, ord de quoi faire perdre le latin aux gosses (s'ils l'ont appris).

Non contents de nous empoisonner de leurs cantiques et chants liturgiques à la radio, il faut qu'ils s'en prennent à un bonhomme Noël. On reconnaît bien le sadisme de ces oiseaux charognards. Et si l'on faisait brûler leurs crèches et leurs fétiches auréolés... on les entendrait réclamer justice, alerter l'opinion publique contre la liberté de pensée et d'opinions !

Que l'on y prenne garde, après l'attaque de l'école laïque, on s'en prend à la liberté de pensée. A nous de réagir et signaler tous les méfaits de la curatelle, remettre à leurs places les curés à la voirie et leur Jésus dans son étable.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

LE COMBAT OUVRIER

Gare aux « bons patrons » !

Ah ! les bons patrons que voilà !

Décembre est le mois du paternalisme — c'est bien connu — Décembre est ce mois où vraisemblablement par charité chrétienne (en français : bas calcul) les « gentils » patrons offrent une sucette aux enfants des employés, une prime de fin d'année ou quelque autre babiole avec un petit air de vous dire « J'ai été une peau de vache pendant l'année passée, mais je vous aime bien et je le prouve, tenez, voilà 2.000 francs, passez un bon Noël en famille et, mon bon ami, cessez de vous laisser égarer par ces syndicalistes, ces révolutionnaires, etc... » et on pourrait en ajouter long sur ce que pense le patron lorsque réunissant son personnel devant deux bouteilles de mousseux aigre et quelques biscuits ramollis il leur remet généreusement, amicalement, la petite sucette que l'on donne aux enfants pour leur faire promettre d'être sages.

Oui, comme avril a ses poissons, décembre a ses pigeons. Et ces pigeons, ce sont ceux d'entre nous qui ne se rendent pas compte que telle petite prime de fin d'année, tel arbre de Noël pour les gosses ne sont que des grains de mouton empoisonnés que le patron leur dispense sachant, ou espérant tout au moins, faire une bonne récolte de lâcheté ouvrière, avec ce mauvais grain qu'il sème.

Et de fait, bien que la majorité du prolétariat ouvrier sache à quoi s'en tenir sur ce plan, il y a encore trop d'ou-

vriers sur qui un tel stratagème a prise. Oui, trop encore qui vous disent que leur patron n'est pas aussi mauvais que ça parce que ce dernier leur a serré la main en leur disant : « Prenez ça, mon ami, pour vos gosses ».

Les enveloppes, les serremments de mains, les arbres de Noël, les « mon ami », les ouvriers n'en ont que faire. Ton patron n'est pas et ne sera jamais ton ami, et tu ne crois plus au Père Noël.

Le paternalisme est une des dernières cartes que joue le capitalisme. D'une manière générale les travailleurs n'en sont pas dupes, pourtant il est important d'être vigilant et en toute circonstance d'en dénoncer les manœuvres souvent habiles auxquelles pourraient se laisser prendre quelques-uns

INSULTE AUX CHEMINOTS

DANS un tract publicitaire pour la souscription à l'emprunt S.N.C.F., la direction générale de chemins de fer se glorifie de l'accroissement de sa productivité. « Effort entrepris pour le bénéfice de tous ».

En quelques chiffres on mesure les « progrès accomplis » : De 1938 à 1950 le trafic est passé : pour les voyageurs-kilomètres, de 22 milliards à 26 milliards ; pour les tonnes-kilomètres : de 29 milliards à 42 milliards ; les effectifs du personnel sont tombés pendant cette même période de 514.700 à 431.000.

Sur la base 100 en 1929, la productivité par heure d'agent, qui était de 82 en 1938, dépasse 130 à l'heure actuelle.

Par rapport à 1938, le tonnage kilométrique utile assuré en moyenne par chaque wagon ressort à 176 %, le trafic assuré en moyenne par chaque locomotive à 168 %. Ces chiffres s'améliorent sans cesse.

A la fin de 1951, les effectifs du personnel ne seront plus que de 417.000 agents environ, alors que le trafic croît toujours avec ses 329.000 wagons chargés ; la semaine du 21 au 30 novembre est la plus forte que les chemins de fer aient jamais connue !

En dépit de tout ce que l'on peut dire sur le progrès technique réalisé depuis 1938, cet accroissement de productivité n'est que le produit de condamnations infligées aux cheminots, elle se traduit, en fait, par une diminution du standard de vie dans une société plus riche par rapport à 1938.

Ces chiffres se passent donc de commentaires.

Il faut de revenir sur le sabotage de la semaine de 40 heures avec la complicité des staliniens, socialistes et autres politiciens.

Si vous n'avez pas compris camarades réformistes, on vous fera un petit dessin.

La direction générale de la S.N.C.F., avec un cynisme écœurant, insulte la misère sans cesse croissante des travailleurs. Que ce beau monde prenne garde, l'apathie actuelle des masses est trompeuse.

Dans un prochain avenir, qui sait si nous n'aurons pas ensemble des comptes à régler ?

ANDRE.

CALENDRIER S.I.A.

Camarades,

Demandez le nouveau calendrier S.I.A. 1952, artistiquement imagé. En vente au 145, Quai de Valmy. 90 fr. et 105 fr. port compris.

Ceux-ci sont les plus dangereux. Ce sont ceux qui offrent des primes importantes allant jusqu'au mois double, primes qui, dans notre misère actuelle, amèneraient considérablement notre budget d'un mois de décembre. Ceux qui agissent ainsi sont les plus ignobles et il faut le faire comprendre à nos camarades qui pourraient s'y laisser prendre.

Leur faire comprendre que la seule voie à suivre est la conquête par la lutte de hauts salaires pour prix provisoire de notre travail, en refusant collectivement (le geste individuel serait là, à peu près inefficace) toutes primes

encore.

Mais par contre d'autres patrons plus intelligents, chez lesquels l'appât du gain passe avant l'avarice, ont compris qu'en semant un peu plus ils avaient des chances de récolter plus encore.

Ceux-ci sont les plus dangereux. Ce sont ceux qui offrent des primes importantes allant jusqu'au mois double, primes qui, dans notre misère actuelle, amèneraient considérablement notre budget d'un mois de décembre. Ceux qui agissent ainsi sont les plus ignobles et il faut le faire comprendre à nos camarades qui pourraient s'y laisser prendre.

Leur faire comprendre que la seule voie à suivre est la conquête par la lutte de hauts salaires pour prix provisoire de notre travail, en refusant collectivement (le geste individuel serait là, à peu près inefficace) toutes primes

COMBAT PAYSAN

Bilan de banqueroute frauduleuse

TOUT ce que le cultivateur achète monte en flèche ; les prix des produits industriels, qui sont passés du coefficient 85 en mai 1947 au coefficient 3.250 en avril 1951, ont quadruplé.

Les prix des produits agricoles à la production sont restés très loin en arrière, au coefficient 1.850, et le Gouvernement multiplie les importations pour les maintenir à un niveau inférieur.

Résultat : les petits et moyens exploitants, qui sont dans l'impossibilité de moderniser leur exploitation, végètent, s'endettent et se ruinent, alors que les gros capitalistes de l'industrie et du négoce ont amassé des centaines de milliards de profits.

Le montant des impôts directs et des taxes est passé de 498 milliards en 1947 à 1.527 milliards en 1951, et, dans le même temps, le franc a perdu les 2/3 de sa valeur.

Pour alimenter ses budgets de guerre, l'Etat prélève aujourd'hui 15 fr. d'impôts et de taxes sur le litre de vin, 26 fr. sur le kilo de sucre, 45 fr. sur le kilo de bœuf, 60 fr. sur un litre d'huile, 55 fr. sur un paquet de tabac, 200 fr. sur une chemise, 600 à 800 fr. sur une paire de chaussures, 4.000 à 5.000 fr. sur une bicyclette, plus de 500 fr. sur un quintal d'engrais azoté, etc... Voilà la cause essentielle de la vie chère.

Il n'y a pas d'argent pour les vieux, pour l'aide aux jeunes et à la famille paysanne, pour les victimes des calamités, pour les adductions d'eau et autres travaux d'intérêt rural, mais il y en a pour la guerre.

Les dépenses de guerre, en y comprenant celles destinées à la guerre d'Indochine, qui s'élèvent à près d'un milliard par jour, représentent, en 1951, près de 40 % du budget, contre 20 % seulement pour l'ensemble des crédits affectés à l'agriculture.

Paysans de France, pour empêcher la guerre et pour barrer la route au fascisme menaçant, vous vous unirez dans l'action, pour la sauvegarde des libertés existantes et pour un avenir meilleur.

H. A.

Correspondant.

Montauban

Chez les ouvriers du bâtiment

LES travailleurs des chantiers des tabacs (construction pour la S.E.I.T.A.) de Montauban sont en grève pour une augmentation de 20 % sur les salaires actuels et l'obtention d'une prime d'entretien.

Salaires actuels à la suite d'un accord « F.O.-Patronat » ne donnant satisfaction qu'à deux seuls signataires :

Manœuvres	88 »
(1 ^{er} échelon) Ouvriers spécial.	92 »
(2 ^e échelon) Ouvriers spécial.	95 »
(1 ^{er} échelon) Ouvriers qualifiés	102 »
(2 ^e échelon) Ouvriers qualifiés	105 »
(3 ^e échelon) Ouvriers qualifiés	108 »
Ouvriers hautement qualifiés	113 »

Proposition des directions de l'entreprise (Bardin-Dufour).

Majorations horaires :

Manœuvres	1 25
Ouvriers spécialisés	3 »
(1 ^{er} échelon) Ouvriers qualifiés	11 »
(2 ^e échelon) Ouvriers qualifiés	13 »
Ouvrier hautement qualifié	16 »

Devant cette aumône, refus pur et simple et nouvelles propositions du Comité de grève (du 7 décembre) :

Manœuvres	97 »
Ouvriers spécialisés (1)	98 »
Ouvriers spécialisés (2)	102 »
Ouvriers spécialisés (3)	105 »
Ouvriers qualifiés (1)	110 »
Ouvriers qualifiés (2)	116 »
Ouvriers qualifiés (3)	122 »
Ouvriers hautement qualifiés	132 »

Nouveau refus du patronat qui signifie qu'il ne peut entamer une discussion que lorsque le syndicat C.G.T. aura préalablement accepté le premier accord F.O.

A signaler que les grévistes, au nombre de 80, ne sont affiliés à aucun syndicat et que depuis le 4 décembre, date de leur action, en parfaite unité, F.O. et C.G.T. polémiqument sur leur « pauvre situation », et les appels journalistiques sont journaliers, à savoir qui emportera la victoire.

Mardi 18 une délégation obtenait, dans la matinée, par l'intermédiaire du maire M.R.P., une audience auprès de M. le Gouverneur, mais le préfet, à l'heure prévue, 18 heures, faisait jeter tout le monde dehors sans aucune explication, et les sbires des renseignements généraux, appelés en renfort, faisaient évacuer la cour.

La grève continue et les appels à la solidarité paraissent effectifs sur le plan financier seulement. Aucune entreprise n'ayant débrayé, puisque les autres patrons se sont empressés de donner satisfaction sur les bases proposées le 7 décembre par le Comité de grève.

Correspondant.

Essai sur la condition ouvrière (1900-1950)

de Michel COLLINET

Quelles sont les origines sociales de l'ouvrier moderne ? L'auteur, utilisant une enquête récente, a cherché une réponse — très provisoire — au problème important et presque inconnu des migrations sociales.

Depuis cinquante ans, la notion et la forme du salaire ont subi un véritable bouleversement. Analysant les suppléments sociaux du salaire actuel, l'auteur

n'a pas de peine à montrer que leurs avantages sont entièrement payés par les salariés eux-mêmes. Sous des formes nouvelles, on est revenu à la loi d'airain de Ricardo et Lassalle : seule une augmentation simultanée de la productivité et du salaire direct pourrait briser cette « loi » et améliorer la vie ouvrière.

1 volume de 208 pages sous jaquette : 510 francs, franco : 540 francs.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-8. F. ROCHON, imprimeur.

AMI LECTEUR, deviens correspondant du "LIB"

Dans l'entreprise où tu travailles, dans la localité où tu vis, il se produit chaque jour quelque événement intéressant la collectivité. Une lettre, une phrase, une ligne à notre adresse : 145, quai de Valmy, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ton entre-

prise ou dans ta localité. Le Liberaire ou bien la Fédération anarchiste, les lecteurs de notre journal ou bien les militants seront informés. Tu nous aideras ainsi dans notre lutte !

LIB.